



DECLARATION CGT AFFAIRES SCOLAIRES AU CST DE LA DASCO DU 17 OCTOBRE 2023

Lors du Comité Social Territorial de la DASCO qui s'est déroulé le 17 octobre 2023, la CGT Affaires Scolaires s'est étonné de l'ordre du jour qui ne parlait ni des problématiques que vont engendrer les jeux olympiques 2024 qui doit être un sujet d'actualité à la ville et à la Dasco ni de la question du handicap.

Concernant les JO, comme l'avait alerté la CGT, les agents ont déjà subi pour se rendre au travail des travaux dans les transports en commun et sur les routes.

La tenue des JO va également occasionner énormément de difficultés dans les transports en commun avec des trajets interminables et beaucoup plus de monde. Imaginez le stress que vont avoir les agents de peur d'arriver en retard sur leur lieu de travail.

Nous demandons à la Dasco de nous proposer des aménagements et des souplesses pendant cette période. Nous souhaitons une réelle communication sur l'impact des JO dans les services et auprès des personnels de terrain.

Nous pensons bien sûr aux enfants des parisiens et des enfants des agents de la municipalité impactés directement par les JO quant à leur mode de garde. Que vont devenir les centres de loisirs ? Vont-ils être parqués pendant 15 jours dans les écoles avec des températures étouffantes ? Les ASEM et les ATE qui travaillerons pendant ce laps de temps seront-ils aussi parqués ?

En plus de tout ce qui nous attend en 2024, la CGT dénonce une fois de plus les sous effectifs de nos corps de métiers qui sont permanents. Le nombre de personnels réduit dans les établissements et dans les CASPE rend le travail épuisant au quotidien et accélère l'apparition des TMS et des risques psycho sociaux.

Sur le handicap, alors que la ville s'apprête à accueillir les jeux paralympiques, les équipes des écoles manquent toujours des moyens matériels et humains pour garantir un accueil de qualité aux enfants à besoin particulier.

Nous manquons des aménagements nécessaires pour permettre à certains de nos collègues en situation de handicap de continuer à exercer leurs métiers.

La CGT revendique le plein emploi pour tous les agents.

Tout ce que l'on constate depuis bien longtemps c'est l'augmentation des contrats précaires et des vacations alors qu'il existe des solutions qui pourraient éviter le temps partiel imposé ainsi que ces emplois sans statut qui se pérennisent. Nous vous demandons de réétudier le plan de déprécarisation qui à ce jour est insuffisant.

La CGT demande que durant les prochaines séances les sujets évoqués soient traités.